

# VIe République - 2017

## Licence

L'ensemble des documents présents dans ce dépôt est soumis à la licence CC-BY-SA et ses conditions.

## Contributions

Pour pouvoir débattre et contribuer à l'ensemble des mesures présentes dans ce document, il faut se connecter avec un compte Github et participer aux Issues sur le Github.

## Présentation

Ce document est un programme politique destiné à la présidentielle de 2017. Il se veut alter-mondialiste par ses propositions. Il est défendu par Vincent Lamotte pour les élections à venir, dont la recherche des signatures à commencé en Juin 2016. Celle-ci se fait actuellement par contact mail avec les maires des communes de France. Vous pouvez obtenir plus d'informations à propos du candidat Vincent Lamotte à [viamotte.fr](http://viamotte.fr).



Figure 1: Vincent Lamotte

## Programme

Ce programme peut-être récupéré au format PDF en accédant à ce lien.

*Suite du document générée à partir des éléments du programme*

---

### Alimentaire

#### Agriculture

- **Modification des subventions/taxes pour diminuer la production de viande. Transition vers une agriculture végétale pour la consommation et non pour la production animale. Mesures poussées au niveau Européen.** Le but est de diminuer la quantité de viande (rouge) produite, non pas pour la faire disparaître, mais pour fortement diminuer son empreinte écologique. De plus, avec une vision d'avenir, la production agricole actuelle n'est pas adaptée à une population mondiale doublée.
- **Modification des subventions/taxes pour diminuer les élevages intensifs et favoriser les élevages biologiques. Mesures poussées au niveau Européen.** L'élevage ne doit pas disparaître mais diminuer en volume, devenant ainsi une nourriture plus respectueuse de l'environnement, et de qualité, mais du coup rare, chère, et occasionnelle.
- **Fortes restrictions sur l'usage des pesticides dans l'agriculture. Mesures poussées au niveau Européen.** L'impact sur la biosphère des produits chimiques utilisés par l'agriculture semble profond. La vigilance ainsi que la prévention sont nécessaires pour les années à venir.
- **Modification des subventions pour soutenir la recherche et les initiatives de fermes verticales (hydroponiques).** L'utilisation et l'amélioration des techniques d'agriculture hors-sol permettront de limiter l'importation à outrance tout en effectuant des économies d'eau et de terrains. Cette technologie nécessite une évaluation du coût/gain pour la production.

#### Distribution

- **Interdiction des offres “Pour n achetés, i offerts.”** Ces offres amènent à créer un “faux besoin”, et donc à des achats plus volumineux que nécessaires et du gaspillage alimentaire.

#### Pêche

- **Adaptations des quotas de pêche (diminutions) basés sur les rapports d'experts océanographiques pour entretenir les ressources maritimes.** L'océan doit être une ressource renouvelable respectée.
- **Interdiction du chalutage en eaux profondes.** La pêche doit être un prélèvement et non une perturbation/destruction de l'écosystème marin.

#### Armée

- **Fin de la gabegie militaire.** Le gaspillage des munitions, ou de l'essence, dans un but de conservation de budget par plusieurs corps de l'armée française pose un certain nombre de questions économiques. Les “consommations” sont à évaluer, en devenant plus flexibles sur les nécessités réelles.
- **Entretien des forces nucléaires de dissuasion.** Ces armes assurent depuis un moment la paix mondiale.
- **Entretien, recherche et renforcement des forces d'intervention rapide/stratégique: forces sous-marines, forces marines, force aériennes.** Notre armée est avant tout une armée de défense. Néanmoins, la force de dissuasion nucléaire n'est pas suffisante pour répondre aux menaces éphémères.

- **Augmenter la flexibilité de l'armée pour répondre à de nombreuses crises: maintien de la paix, désastres météorologiques, catastrophes naturelles...**
- **Négociations internationales pour la mutualisation de forces armées.** Les rapprochements les plus évidents sont avec les membres de l'Union Européenne. Cela ne doit cependant pas devenir une forme d'impérialisme militaire comme le laisse actuellement transparaître l'OTAN.

## Culture et Information

- **Interdiction de la tauromachie.** Respect des animaux.
- **Contrôle en profondeur de la redevance audiovisuelle.** Savoir précisément où elle va. Il ne s'agit pas de cloner les divertissements et les modes de fonctionnement des chaînes privées, mais plutôt d'apporter des éléments culturels et intellectuels. Cela passe par plus de débats, plus variés, avec des sciences "dur et molles", des débats sociaux, de la découverte...
- **Rapports sur les conglomérats de presse. Nécessité d'une alternative aux concentrations libérales des médias.** La situation actuelle est "quasi-catastrophique". Beaucoup de citoyens ne donnent plus de crédit aux chaînes de télévisions, et reprochent aux journaux d'avoir perdu une qualité de contenu. Ces derniers ont presque tous du subir une privatisation pour survivre. Cependant, un autre système est nécessaire pour offrir une qualité de travail aux membres de ce domaine pour fournir de la qualité. Une redevance pour la presse peut être nécessaire pour créer un journal alternatif qui ne subirait pas les pressions économiques/politiques, idéalement développé au niveau Européen. Je pense que la solution la plus adaptée consiste en une plate-forme d'état (ou ONG) mutualisant les services de distribution de presse en ligne.
- **Modification de la chronologie des médias.** Dans une époque où l'on peut tout trouver sur Internet, la chronologie actuelle incite au piratage. Le support physique (type DVD/BluRay) est considéré comme "prioritaire" sur la vidéo à la demande (VOD), ce qui peut s'apparenter à une protection économique contre l'avancée technologique.
- **Chronologie pour les oeuvres faisant leur première apparition au cinéma.** Le visa d'exploitation permet la diffusion en salle. 4 mois après, l'oeuvre peut être vendue ou louée sur des supports vidéo-graphique, diffusé sur une télévision payante affilié au cinéma, ou obtenu par VOD avec paiement à l'acte ou VOD par abonnement. 12 mois après, l'oeuvre peut être diffusée sur une télévision payante, et 18 mois après, sur une télévision gratuite.
- **Chronologie pour les oeuvres faisant leur apparition à la télévision (séries télévisées, dessins animés...).** Dès la première diffusion d'un épisode, ce dernier peut-être disponible sur tout autre média de distribution (physique, ou VOD).
- **Amendes sur les contrats d'exclusivités.** Ces contrats ont pour but de sécuriser une oeuvre pour une plate-forme en particulier. Cependant, le spectateur ne choisit plus un moyen de distribution pour ses qualités mais pour son catalogue. Par exemple, dans la VOD par abonnement, un spectateur sera tenté par une plate-forme principalement pour son contenu. Il ne paiera pas plusieurs comptes. Hors, dans un monde idéal, il devrait choisir le moyen qui lui est le plus intéressant (qualité vidéo, rapidité, ergonomie...).

## Écologie générale

- **Normes écologiques strictes sur les conservateurs alimentaires.** Tout en diminuant la quantité de produits chimiques ingurgité, cette mesure aura pour effet de diminuer la durée de conservation de produits, favorisant une consommation locale des produits.
- **Pénalisation forte des jets de détritus dans la rue et la nature (plage, campagne).** Devenu nécessaire pour répondre au manque de civilité de certains citoyens n'hésitant pas à jeter n'importe où des mouchoirs, poubelles, mégots...

## Économie et travail

- **Égalité homme femme dans les rémunérations salariales.**
- **Revenu universel (RU) pour tout citoyen jouissant de ses droits dès 18 ans (environ 800€), indexé sur l'inflation.** Suppression de beaucoup d'aides non nécessaires avec ce système, allégeant ainsi tout l'administratif qui se trouve derrière.
- **Augmentation du SMIC.**
- **Suppression du RSA.** Non nécessaire avec le revenu universel.
- **Arrêt des partenariats publics-privés.** Il s'agit d'une bombe à retardement budgétaire pour les années à venir.
- **Application des 35h dans toutes les entreprises. Deux stratégies pour répondre aux heures supplémentaires, avec aux maximum 3h par semaines.**
- **Rattrapage des heures supplémentaires.** Dans les 2 mois qui suivent la prise d'heures supplémentaires, avec un ratio de 1 pour 1. C'est à dire que l'employé obtient 1 RTT pour 7 heures supplémentaires ou fait des journées moins chargées.
- **Païement des heures supplémentaires.** Paiement à un taux horaire plus élevé pour l'employé, et taxé plus fortement pour l'employeur.
- **Application d'un modificateur temps pour la pénibilité du travail de nuit.** Le travail de nuit a été démontré comme nocif sur le long terme. Un facteur par exemple x1.2 pourrait s'appliquer.
- **Suppression des forfaits "jours".**
- **Obligation de rémunération des stagiaires.** Un stagiaire dans une entreprise doit avoir son contrat relié à un emploi hors stage (exemple: stagiaire ingénieur). La rémunération de tout stagiaire est alors au minimum 70% du revenu de l'emploi hors stage, minoré par le SMIC.
- **Suppression des aides au logement associées à la CAF.** Elles ne sont plus nécessaires avec le revenu universel.

## Éducation

- **Suppression des bourses d'étude.** Ce n'est plus nécessaire de gérer toute cette administration complexe avec l'introduction du revenu universel.
- **Augmentations importantes des places d'internats dans les lycées.**
- **Les internes sont répartis aléatoirement dans leurs régions d'études. On peut voir cela comme une carte scolaire "aléatoire".** L'objectif premier est d'améliorer la mixité sociale ainsi que de développer le vivre ensemble. De plus, cela permet de détacher les adolescent du cocon familial et de ses valeurs pour leur propre construction personnelle.
- **Classes de philosophie pour toutes les années de lycée.** Cela commencera donc en seconde, avec des cours très interactifs, pour arriver ensuite à une introduction de notions plus complexes, correspondant à ce qui est déjà fait en terminale actuellement. L'objectif est de faire travailler la réflexion des jeunes sur leur vie et le monde qui les entoure.
- **Modules complémentaires de psychologie/philosophie/histoire pour favoriser les débats et le vivre ensemble.**
- **Création d'une plate-forme numérique pour l'apprentissage avec un contenu publique modifiable par l'ensemble des enseignants de la république, des classes primaires à l'université.** Cette création a pour but d'aider les enseignants à la fois comme support de cours, mais aussi pour aider des élèves qui seraient en difficulté, tout comme permettre à ceux qui progressent rapidement de découvrir de nouvelles branches d'étude. Cela serait dans l'idée de la KhanAcademy. Ce service pourrait être partager avec d'autres pays francophones.
- **Rénovation ou suppression du corps des inspecteurs d'académie.** Les frais de fonctionnement sont important et leur efficacité est à revoir.
- **Refonte du système de filières S/ES/L...** Certaines filières ont du mal à recruter, avec de faibles débouchés. Réflexions sur un système tronc commun avec des modules, ou élargir les filières en difficulté pour intégrer le droit, les arts, la gestion...
- **Ajout d'un CAPES et d'une Agrégation de Sciences Informatiques.**

- **Introduction de leçons d’usages et de notions scientifiques pour l’informatique plus tôt dans le système éducatif.** Initiations à la logique et la programmation au secondaire.
- **Augmentation de la rémunération des enseignants ainsi que du nombre de postes.**

## Énergie

- **Extension de la durée de vie des centrales dans les limites de la sécurité nucléaire, des nécessités en énergie, et de la disponibilité des ressources en uranium.** Les installations sont présentes, il est intéressant d’un point de vue économique et énergétique de les utiliser dans la limite du possible.
- **Établissement d’une stratégie de démantèlement des bâtiments nucléaires civils “réaliste”.** Nettoyer les installations nucléaires sera une importante responsabilité pour notre génération.
- **Investissement raisonné dans la fission nucléaire civile de quatrième génération (neutrons rapides).** La nouvelle génération de réacteurs nucléaires permet une meilleure gestion des matières premières. Cependant il existe de nombreuses interrogations sur l’avenir de la fission. Quelles dépendances existent vis à vis des matières premières (cf. Interventions extérieures)? Avons-nous réellement bien évalué le coût du démantèlement des installations nucléaires? Le fiasco du chantier de quatrième génération de Flamanville n’inspire pas confiance pour la suite de la technologie.
- **Investissements dans la fusion nucléaire civile.** Technologie hypothétique de production d’énergie future.
- **Mise en production de davantage de moyens de génération d’énergie électrique écologiques pour remplacer les centrales nucléaires et les centrales thermiques dans la génération d’énergie de masse.** Technologies solaires, éolien (offshore ou non), marémotrice, géothermique, hydrolien...
- **Investissements dans l’amélioration du système électrique globale.** Vers du “SMARTGRID”.
- **Conservation de centrales thermiques d’appoint dans l’attente de technologies de stockage performantes pour palier les pics de production du renouvelable.**
- **Investissements importants dans les technologies de stockage d’énergie.** Il s’agit d’une des choses qui retient le plus la transition énergétique.
- **Plan villes solaires. Location des toits de particuliers/entreprises pour déployer des panneaux solaires (penser centrale solaire distribuée entre les toits d’une même ville).** L’énergie produite est soit consommée sur place, soit réinjectée sur le réseau. Le propriétaire reçoit une commission sur la production. L’organisme qui déploie les panneaux (on peut voir ici EDF) a plus de moyens pour faire cette démarche. Elle économise également la location de terrains pour construire une telle centrale solaire.
- **Modification des taxes/subventions pour une sortie totale des énergies fossiles.** L’objectif est de se diriger vers un modèle énergétique totalement durable. Actuellement, le tout électrique semble le plus adapté. L’utilisation de l’hydrogène au coeur d’un réseau énergétique apparaîtra peut-être.
- **Subventions pour l’amélioration de l’isolement des ménages/entreprises.**
- **Amendes sur les bâtiments habités/entreprises avec une très mauvaise isolation.**
- **Reprise du contrôle total de EDF et d’Areva avec une “rénovation de ces entreprises”.** Suppression des régimes spéciaux, transformation des dons en nature en rémunération classique (logement “de fonction”, prix de l’électricité)."
- **Suppression du libéralisme dans les opérateurs d’électricité. Tout EDF, tout géré par l’état.** Le libéralisme et la loi de marché sur les denrées nécessaires à tout français (électricité/eau/internet/transports) n’est pas très performant.

## Finances

- **Taxation sur les transactions boursières inversement proportionnelle au temps de possession du produit.** Une place boursière a pour but d’être un centre d’investissement et non un jeu d’argent. On peut imaginer plusieurs formules de décroissance de cette taxe.

- **Décroissance linéaire.**  $\text{Taxe}(t \text{ en mois}) = 50 * (1 - t)$ . Ainsi, du microtrading aurait une taxe à 50% alors que des vrais investissements, c'est à dire le temps de possession d'une action supérieur à 1 mois, ne seraient pas taxés.
- **Décroissance exponentielle.**  $\text{Taxe}(t \text{ en mois}) = 50 * \exp(-t*5)$ . Ainsi, du microtrading serait à nouveau taxé et la taxe tomberait en dessous de 1% après 1 mois de possession d'une action.
- **Si de l'évasion fiscale est découverte, les biens non déclarés par le fautif seront alors la propriété de l'état français.** Il s'agit d'une mesure forte contre la fraude. Cependant, cette dernière est très envahissant sur le droit de propriété.
- **Nouvel impôt sur le revenu, plus simple, plus juste, prélevé à la source.** Je me base ici sur les travaux proposés par Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez. De nombreux éléments de l'impôt actuel sont supprimés: impôt sur le revenu (IRPP), CSG, CRDS, prélèvement libératoire, impôt proportionnel sur les plus values, prime pour l'emploi et bouclier fiscal. Ils sont remplacés par un unique barème à tranche. De plus, l'impôt est individuel, n'étant pas relié à un foyer. Une version résumée de ce nouvel impôt est disponible ici.
- **Aide normalisée pour les enfants, déliée de la notion de revenu.** Pour chaque enfant de moins de 18 ans, l'aide à la famille est versée au responsable légal de l'enfant, avec des tranches d'âges (besoins suivant l'âge). À l'âge de 18 ans, ces aides disparaissent avec le revenu universel directement versé au jeune adulte.
- **Nettoyage de nombreuses niches fiscales.** Les vides législatifs qui permettent une réduction d'impôts sans être en infraction doivent être éliminés. Les dérogations fiscales ont pour objectif de favoriser indirectement certaines actions des citoyens. Cependant, leur trop grand nombre génère une opacité du système fiscale qui à la fois rend plus coûteux le processus de contrôle fiscal, tout en favorisant les classes sociales ayant accès à la connaissance permettant de les utiliser. De plus, certaines sont mal utilisées ou ont dérivées. Elles ne sont pas toutes "mauvaises", et il est nécessaire de considérer les impacts des mesures. Je considère ici le rapport sur les niches sociales de 2011.

## Politique

### Institutions

- **Introduction de la démocratie directe dans les décisions de l'assemblée.** 75% du vote des projets de loi de l'assemblée viennent des parlementaires. 25% du vote vient de la participation directe du peuple. Pour cela, il est possible d'utiliser une plate-forme numérique de type DemocracyOS. Une équipe parlementaire aura pour but de faire le lien entre assemblée et la chambre dématérialisée, pour mettre à la disposition des citoyens l'ensemble des informations des débats.
- **Nouveau mode d'élection du président de la république, des parlementaires ainsi que des députés Européens: "Scrutin à Vote Unique Transférable" ("Single Transferable Vote" = STV).** Il en existe plusieurs, une étude du plus approprié est nécessaire. Cependant, rien que dans sa forme la plus simple, il confère de nombreux avantages par rapport aux techniques de votes utilisées actuellement. Il offre une meilleure représentation de la population dans les institutions de la république.
- **Une fois le système de vote modifié, le droit de vote devient un devoir de vote. Amendes en cas de non inscription sur les listes électorales et en cas de non vote.** Cela ne concerne pas le vote dans l'assemblée numérique. Cette mesure n'a de valeur que si le système de vote est modifié car actuellement, beaucoup de personnes se sentent trahies par le système électoral actuel et ne veulent pas voter. Avec le nouveau système plus représentatif, ne pas voter doit être une conviction de non croyance dans le système et non un oubli/flemme.
- **Droit de vote pour les étrangers aux élections locales.**
- **Transparence sur les financements publics des députés/hommes politiques (enveloppes).** Réduction/Suppressions des avantages en nature en suivant les abus fait (nourriture, logement, véhicule, chauffeur, associés...).
- **Dernière utilisation du 49.3 pour supprimer le 49.3.**

## Hommes Politique

- **Interdiction du cumul des mandats.** Comment un Homme politique peut-il prétendre à défendre les intérêts d'une population en disposant de plusieurs mandats à la fois ?
- **Suppression totale du vote par procuration pour les députés et les sénateurs.**
- **Renforcement des mesures punitives contre les absences répétées de députés et sénateurs.** Cf: nosdeputes.fr et nossenateurs.fr.
- **Intégrité morale des hommes politiques.** Sous certaines conditions (exemple: condamnations), interdiction de se présenter.

## Recherche

- **Accès public et gratuit à tous les papiers de recherche existants.**
- **Augmentation du nombre de postes dans la recherche, avec rémunération augmentée.** Il est difficile pour la recherche publique de conserver de jeunes chercheurs qui ont des opportunités bien plus alléchantes dans le privé.
- **Suppression des financement de projets par une institution du type ANR. Mouvement vers un financement de type ECR.** L'ANR a fait défaut à cause d'une prise de décision administrative incohérente, les décideurs étant des hauts fonctionnaires et non des chercheurs. Une structure de type ECR, ou en collaboration avec le système existant permettra de mieux investir l'argent dans la recherche.

## Santé

- **Fusion de toutes les assurances maladies dans un organisme géré par l'état.** Suppression de beaucoup de procédures administratives de santé.
- **Augmentation des remboursements de l'assurance maladie.**
- **Démarches vers la suppression des complémentaires de santé, et que tout le système soit autour de l'assurance maladie.**
- **Rapport autour de la formation des médecins.** Les deux premières années de bachotages sont-elles vraiment pertinentes? Les faibles quantités d'admis ne sont-ils pas une pénurie voulue et non un manque de personnes compétentes?
- **Enquêtes autour des prix de certaines pratiques médicales toujours très onéreuses.** Par exemple, le prix des prothèse dentaires. Évaluation des honoraires.
- **Les informations sur le don d'organes en cas de fin de vie sont ajoutées au dossier médical (la carte vitale) d'un citoyen.** Valide pour toute personne majeure, cette information peut-être modifiée par entretien avec un médecin.
- **Les informations sur la fin de vie "digne et apaisée" sont ajoutées au dossier médical (la carte vitale) d'un citoyen.** Valide pour toute personne majeure, la décision à adopter ainsi qu'une personne de confiance y sont ajoutées. Modifiable par un entretien avec un médecin.

## Sécurité

- **Fin de l'état d'urgence.**
- **Installations de caméras dans les voitures de police.**
- **Mise en place du récépissé de contrôle policier.** Cela a pour but d'éviter les délits de faciès.
- **Mouvement général des forces de l'ordre pour venir au contact de la population.** Les forces de l'ordre sont actuellement perçues comme une crainte. Je me sens personnellement plus anxieux que rassuré en leur présence, alors que cela devrait être le contraire vu qu'il sont là pour protéger les citoyens. Je pense que c'est en partie du à la transition passée des forces de l'ordre d'un statut de protection à la verbalisation à outrances (exemple des contrôles automobiles).

## Technologies

- **Suppression de Hadopi.**
- **Création de serveurs TOR dans plusieurs grandes villes (ou bases militaire) dont l'intégrité est assurée par une organisation à but non gouvernementale.** Assurer une liberté d'expression.
- **Création d'un serveur hébergé dans TOR pour les lanceurs d'alertes, public et/ou privé, avec un espace pour les journaux d'investigations.**
- **Création d'une équipe de sécurité informatique reliée à la DGSi dont le but est de sécuriser les intérêts numériques français.** Ces experts devront faire des tests de pénétration physique et informatique des systèmes de sécurité des entreprises du territoire. Le but est de repérer des failles pouvant mettre en péril ces systèmes. Elles seront pénalisées par des amendes qui seront renouvelées si les failles ne sont pas résolues. Une telle équipe nécessite une forte coordination avec la Justice.
- **Les entreprises informatiques ayant pris connaissance d'une intrusion dans leur système devront entrer en contact avec cette équipe pour expertise.**
- **Utilisation de logiciels Open Source dans les systèmes informatiques d'état.**
- **Suppression des boîtes noires d'écoutes des réseaux de communication français.**
- **Les possesseurs de réseaux de communications sont responsables de la non pénétration physique/logicielle de leur réseau.** Il s'agit de la neutralité de l'internet en fin de ligne. Aucune écoute du réseau ne sera tolérée, et ce par aucun acteur de la société.
- **Amendes sur la vente de produits ayant révélé des failles de sécurité tant qu'elles ne sont pas corrigées (si logicielles) et interdiction de vente si non corrigible (si matérielles).** Je pense à des systèmes informatiques possédant des "backdoors".

## Transport

- **Développement du fret ferroviaire.**
- **Développement des transports en commun dans les villes.**
- **Interdiction de vente d'un véhicule à énergie fossile neuf à partir de 2025.** Cela ne concerne pas les ventes d'occasion.
- **Création de législations pour l'introduction des véhicules autonomes.** Vitesse maximale augmentée pour les systèmes autonomes, distances de sécurité diminuées (convois de voitures/poids lourds).
- **Grandes villes fermées aux voitures non autonomes d'ici 2030.** Avec cette mesure les feux pourront être supprimés et le trafic fortement fluidifié.

## Vie publique

- **Interdiction de démarcher par téléphone ou physiquement chez les particuliers.**
- **Interdiction de déposer de la publicité dans une boîte au lettre spécifiant clairement son désir de ne pas en recevoir.** "Stop pub".
- **Interdiction de distribuer des publicités plus volumineuses qu'un simple prospectus recto/verso.**
- **Suppression du changement d'heure hiver/été. Conservation toute l'année de GMT+1.** Le changement se ferait simplement par un non décalage à l'heure d'été une des années, et plus de changement d'heure par la suite. La coordination avec les pays voisins pour faire ce changement en même temps, si désiré, est nécessaire (cas de l'Espagne).
- **Légalisation de la consommation de cannabis à but thérapeutique et récréative, vente autorisée aux personnes de plus de 22 ans.** La vente est encadrée par les pharmacies et la consommation est suivie sur la carte vitale afin de prévenir les abus. De plus, les mêmes règles que pour la consommation d'alcool s'appliquent: conduite interdite, état "d'ébriété" sur la voie publique.
- **Interdiction de la vente liée, notamment dans la vente de matériel informatique.** Un acheteur doit avoir conscience de tous les éléments présents dans le système acheté, leur valeur, les offres d'essais et peut refuser certains des éléments (avec soustraction au prix).



- **Création d'une carte d'identité électronique pour moderniser les systèmes d'état.** De la même manière que ce qui existe en Estonie, cette carte permettrait à un citoyen français de voyager en Europe, regrouperait la carte vitale, servirait de preuve d'identification avec un couple de clef d'identification pour les services numériques (impôts, santé...), le vote électronique. Cette carte serait délivrée en mairie. En cas de perte, une opposition auprès d'un poste de police permettrait d'invalidier une carte. Il s'agit d'un élément nécessaire pour le développement de services citoyens en ligne de qualité, et inter-connectés.